

CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

DÉLIBÉRATION n° 2016/05/24-05

Le **conseil d'administration**, en sa séance du 24 mai 2016, sous la présidence d'Yvon BERLAND, Président,

Vu le Code de l'Education,
Vu les statuts modifiés d'Aix-Marseille Université,
Vu les Statuts de la Faculté de Droit et de Science Politique,

DÉCIDE :

OBJET : Modification des statuts de la Faculté de Droit et de Science Politique

Le conseil d'administration approuve les modifications apportées aux statuts de la Faculté de Droit et de Science Politique, telles que présentées dans le document annexé à la présente délibération.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Membres en exercice : 36
Quorum : 18
Présents et représentés : 35

Fait à Marseille, le 24 mai 2016



Yvon BERLAND
Président d'Aix-Marseille Université

Statuts de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille

TEXTE INITIAL	TEXTE MODIFIE
<p>TITRE 1 :</p> <p>DENOMINATION ET MISSION</p> <p><u>Article 1</u></p> <p>La Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, Unité de Formation et de Recherche, est une composante de l'Université d'Aix-Marseille III (Université Paul Cézanne).</p> <p><u>Article 2</u></p> <p>La Faculté de Droit et de Science Politique comprend notamment quatre Départements : l'Institut de Droit des Affaires (IDA), l'Institut de Sciences pénales et criminologiques (ISPEC), l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR) et l'Institut Supérieur d'Etudes Comptables (ISEC), dont les statuts sont annexés aux présents, ainsi que des instituts qui participent activement à la réalisation de ses missions et de ses actions.</p> <p>Elle associe également à son fonctionnement et à ses actions des centres ou laboratoires de recherche.</p> <p><u>Article 3</u></p> <p>La Faculté a pour mission principale d'assurer la formation initiale des étudiants dans le domaine du Droit et de la Science politique, ainsi que dans les Sciences humaines et sociales utiles à une meilleure compréhension des questions juridiques et politiques (notamment Criminologie, Economie, Anthropologie, Histoire, Lettres, Langues étrangères, Communication, Comptabilité).</p> <p>Elle assure aussi la formation professionnalisée, continue et permanente. Dans ce cadre, et en application des articles L. 1221-1, L. 2123-16, L. 3123-14 et L. 4135-14 ainsi que les articles R. 1221-12, R. 1221-14 et R. 1221-15, du Code Général des Collectivités Territoriales, la Faculté bénéficie pour la durée prévue dans la décision qui le lui reconnaît, de l'agrément du Ministère de l'intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités territoriales pour dispenser une formation aux élus locaux.</p> <p>Elle participe au développement de la</p>	<p>TITRE 1 :</p> <p>DENOMINATION ET MISSION</p> <p><u>Article 1</u></p> <p>La Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, Unité de Formation et de Recherche, est une composante d'Aix-Marseille Université (AMU) aux termes de l'article L. 713-2 du code de l'Education.</p> <p><u>Article 2</u></p> <p>La Faculté de Droit et de Science Politique comprend cinq Départements : droit privé et sciences criminelles, droit public et science politique, histoire du droit, sciences économiques, sociales et humaines, langues, ainsi que des instituts qui participent activement à la réalisation de ses missions et de ses actions.</p> <p>La liste des instituts est annexée aux présents statuts.</p> <p>Elle associe également à son fonctionnement et à ses actions des centres ou laboratoires de recherche.</p> <p><u>Article 3</u></p> <p>La Faculté a pour mission principale d'assurer la formation initiale des étudiants dans le domaine du Droit et de la Science politique, ainsi que dans les Sciences humaines et sociales utiles à une meilleure compréhension des questions juridiques et politiques (notamment Criminologie, Economie, Anthropologie, Histoire, Lettres, Langues étrangères, Communication, Comptabilité et Urbanisme).</p> <p>Elle développe la formation professionnelle, continue et permanente. Dans ce cadre, et en application des articles L. 1221-1, L. 2123-16, L. 3123-14 et L. 4135-14 ainsi que les articles R. 1221-12, R. 1221-14 et R. 1221-15, du Code Général des Collectivités Territoriales, la Faculté bénéficie pour la durée prévue dans la décision qui le lui reconnaît, de l'agrément du Ministère de l'intérieur pour dispenser une formation aux élus locaux.</p>

recherche dans ses domaines de compétence, elle contribue à l'insertion professionnelle de ses étudiants.

A ces fins, elle dispense à ses étudiants la culture générale et spécialisée, indispensable à leur formation individuelle et à leur accession à la vie professionnelle.

Article 4

La Faculté prépare aux diplômes d'Etat pour lesquels l'Université bénéficie d'une habilitation, et notamment aux diplômes suivants : Capacité en Droit, Licence, LAP, Licence professionnelle, Master.

Elle participe à la préparation aux doctorats en Droit et Science Politique, en collaboration avec l'Ecole Doctorale à laquelle ces diplômes sont rattachés.

Elle prépare à des diplômes d'université, et notamment aux Diplômes d'Etudes Supérieures d'Université, qui relèvent de sa compétence.

Elle assure également la préparation de ses étudiants aux différents concours ou examens rentrant dans ses champs de compétence (en particulier Agrégation, E.N.A., E.N.M., C.R.F.P.A., autres grands concours administratifs) et peut également organiser à leur intention des formations non diplômantes.

Article 5

Dans l'accomplissement de ses missions, la Faculté développe des partenariats avec les collectivités locales, les professionnels du Droit et les entreprises.

Elle s'efforce de promouvoir et de suivre l'insertion professionnelle de ses étudiants, en collaboration étroite avec ces différents partenaires.

Article 6

La Faculté accueille des stagiaires de formation continue et de formation permanente dans tous les diplômes et préparations qu'elle organise, éventuellement avec les adaptations pédagogiques nécessaires pour faciliter leur insertion.

Des stages de formation, reconversion ou

Elle participe au développement de la recherche dans ses domaines de compétence, elle contribue à l'insertion professionnelle de ses étudiants.

A ces fins, elle dispense à ses étudiants la culture générale et spécialisée, indispensable à leur formation individuelle et à leur accession à la vie professionnelle.

Article 4

La Faculté prépare aux diplômes d'Etat pour lesquels l'Université bénéficie d'une habilitation, et notamment aux diplômes suivants : Capacité en Droit, Licence, **Licence d'Administration Publique**, Licence professionnelle, Master.

Elle participe à la préparation aux doctorats en Droit et Science Politique, en collaboration avec l'Ecole Doctorale **de sciences juridiques et politiques, ED 67** à laquelle ces diplômes sont rattachés.

Elle prépare à des Diplômes d'université, et notamment aux Diplômes d'Etudes Supérieures d'Université, qui relèvent de sa compétence.

Elle assure également la préparation de ses étudiants aux différents concours ou examens rentrant dans ses champs de compétence (en particulier Agrégation, E.N.A., E.N.M., C.R.F.P.A., autres grands concours administratifs) et peut également organiser à leur intention des formations non diplômantes.

Article 5

Dans l'accomplissement de ses missions, la Faculté développe des partenariats avec les collectivités **territoriales**, les professionnels du Droit et les entreprises.

Elle s'efforce de promouvoir et de suivre l'insertion professionnelle de ses étudiants, en collaboration étroite avec ces différents partenaires.

Article 6

La Faculté accueille des stagiaires de formation continue et de formation permanente dans tous les diplômes et préparations qu'elle organise, éventuellement avec les adaptations pédagogiques nécessaires pour faciliter leur insertion.

<p>perfectionnement sont organisés à l'initiative de la Faculté ou à la demande de partenaires professionnels ou institutionnels.</p> <p>La Faculté organise ou facilite l'accès ou l'accueil dans tous ses diplômes ou préparations des stagiaires bénéficiant de la validation des acquis professionnels ou des acquis de l'expérience.</p> <p><u>Article 7</u></p> <p>Dans le cadre de sa politique d'ouverture communautaire et internationale, la Faculté initie et développe des partenariats de coopération avec les institutions et facultés étrangères.</p> <p>Elle organise notamment des programmes d'échanges d'étudiants et d'enseignants, et participe à des activités de recherches dans le cadre d'accords interuniversitaires.</p> <p>Elle apporte également sa contribution à la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur, conformément aux orientations données par les instances communautaires</p>	<p>Des stages de formation, reconversion ou perfectionnement sont organisés à l'initiative de la Faculté ou à la demande de partenaires professionnels ou institutionnels.</p> <p>La Faculté organise ou facilite l'accès ou l'accueil dans tous ses diplômes ou préparations des stagiaires bénéficiant de la validation des acquis professionnels ou des acquis de l'expérience.</p> <p><u>Article 7</u></p> <p>Dans le cadre de sa politique d'ouverture européenne et internationale, la Faculté initie et développe des partenariats de coopération avec les institutions et facultés étrangères.</p> <p>Elle organise notamment des programmes d'échanges d'étudiants et d'enseignants, et participe à des activités de recherches dans le cadre d'accords interuniversitaires.</p> <p>Elle apporte également sa contribution à la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur, conformément aux orientations données par les instances européennes.</p>
<p><u>Article 8</u></p> <p>Par ses différentes missions et son rayonnement scientifique, la Faculté de Droit et de Science Politique participe, au sein de l'Université, au développement du savoir et des compétences, tant au niveau régional et national, qu'au niveau européen et international.</p> <p>Elle affirme de fortes exigences de formation à la recherche et par la recherche, et entend ainsi contribuer aux valeurs d'humanité et de progrès.</p> <p><u>Article 9</u></p> <p>La Faculté de Droit et de Science Politique est administrée par un Conseil élu et un Directeur d'U.F.R., dénommé Doyen. Celui-ci est, conformément aux dispositions du Code de l'éducation, un enseignant-chercheur, un enseignant ou un chercheur en fonction dans l'U.F.R.</p> <p>Pour une meilleure participation de l'ensemble des membres de la communauté, Conseil et Doyen s'entourent de l'avis des commissions prévues aux présents statuts.</p> <p>Les départements, les instituts et les</p>	<p><u>Article 8</u></p> <p>Par ses différentes missions et son rayonnement scientifique, la Faculté de Droit et de Science Politique participe, au sein de l'Université, au développement du savoir et des compétences, tant au niveau régional et national, qu'au niveau européen et international.</p> <p>Elle affirme de fortes exigences de formation à la recherche et par la recherche, et entend ainsi contribuer aux valeurs d'humanité et de progrès.</p> <p><u>Article 9</u></p> <p>La Faculté de Droit et de Science Politique est administrée par un Conseil élu et un Directeur d'U.F.R., portant le titre de Doyen. Celui-ci est, conformément aux dispositions L. 713-3 du Code de l'éducation, un enseignant-chercheur, un enseignant ou un chercheur participant aux enseignements, en fonction dans l'U.F.R., élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.</p> <p>Pour une meilleure participation de l'ensemble des membres de la communauté, Conseil et Doyen s'entourent de l'avis des commissions prévues aux présents statuts.</p>

centres ou laboratoires de recherche sont également associés à la préparation des décisions des instances de la Faculté.

TITRE 2 : DU CONSEIL

Section 1 : Composition

Article 10

Le Conseil de la Faculté est composé de quarante membres, répartis de la manière suivante :

• *32 membres élus :*

-9 enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs représentant les professeurs et personnels assimilés ;

-9 enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs représentant les autres enseignants et personnels assimilés ;

-5 représentants des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service ;

-9 étudiants répartis comme suit :
 . 5 étudiants de capacité et des années composant la Licence ;
 . 4 étudiants des années composant le Master (ou, dans l'attente de la mise en œuvre de la réforme, des quatrième et cinquième années d'études)

• *8 personnalités extérieures :*

-1 personnalité désignée par le Conseil Régional P.A.C.A., -1 personnalité désignée par le Conseil Général des Bouches-du-Rhône, -1 personnalité désignée par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, -1 représentant de l'Union Patronale des Bouches-du-Rhône, -1 représentant de la C.G.C. -3 personnalités désignées par le Conseil à titre personnel, dont au moins 2 du monde judiciaire, et parmi elles, l'une appartenant nécessairement à la Cour d'appel d'Aix.

Les Directeurs de Département, ou leur représentant, assistent au Conseil de Faculté et participent, avec voix consultative, aux

Les départements, les instituts et les centres ou laboratoires de recherche sont également associés à la préparation des décisions des instances de la Faculté.

TITRE 2 : DU CONSEIL

Section 1 : Composition

Article 10

Le Conseil de la Faculté est composé de quarante membres, répartis de la manière suivante :

• *32 membres élus :*

-9 enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs représentant les professeurs et personnels assimilés ;

-9 enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs représentant les autres enseignants et personnels assimilés ;

-5 représentants des personnels administratifs, techniques, et de service ;

-9 **représentants des usagers (étudiants en formation initiale et continue ; auditeurs)**

• *8 personnalités extérieures :*

-1 personnalité désignée par le Conseil Régional P.A.C.A.,
-1 personnalité désignée par le Conseil **départemental** des Bouches-du-Rhône,
-1 personnalité désignée par la **Métropole d'Aix-Marseille-Provence**,
-1 représentant **d'organisation** Patronale des Bouches-du-Rhône,
-1 représentant **d'organisation syndicale de salariés**.
-3 personnalités désignées par le Conseil à titre personnel, dont au moins 2 du monde judiciaire, et parmi elles, l'une appartenant nécessairement à la Cour

délibérations de ce dernier.

Article 11

Les membres du Conseil de la Faculté sont élus par leurs collègues respectifs. Dans le collège étudiant, l'élection a lieu au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle sans panachage, selon le système du plus fort reste, et possibilité de liste incomplète. Dans les autres collèges, l'élection a lieu au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle, au plus fort reste, avec panachage et possibilité de liste incomplète.

Article 12

Le renouvellement des mandats intervient tous les 4 ans, sauf pour les représentants étudiants, dont le mandat est de 2 ans.

Article 13

Sont électeurs, les personnels enseignants et non enseignants ainsi que les étudiants inscrits dans les conditions fixées par la réglementation dans leur collège respectif.

Sont éligibles au sein du collège dont ils sont membres, tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Section 3 : Désignation des personnalités extérieures à titre personnel.

Article 14

Les personnalités extérieures désignées par le Conseil de la Faculté à titre personnel, sont élues par le conseil à la majorité relative de ses membres. Le mandat des personnalités extérieures a la même durée que celui des enseignants élus.

d'appel d'Aix.

Les Directeurs de Département, ou leur représentant, sont invités à assister au Conseil de Faculté et participent, avec voix consultative, aux délibérations de ce dernier.

Article 11

Les membres du Conseil de la Faculté sont élus par leurs collègues respectifs au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle sans panachage, selon le système du plus fort reste, et possibilité de liste incomplète.

Pour chaque représentant des usagers, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire.

Article 12

Le renouvellement des mandats intervient tous les 4 ans, sauf pour les représentants étudiants, dont le mandat est de 2 ans.

Article 13

Sont électeurs, les personnels enseignants et non enseignants ainsi que les étudiants inscrits dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur dans leur collège respectif.

Sont éligibles au sein du collège dont ils relèvent, tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Section 3 : Désignation des personnalités extérieures à titre personnel.

Article 14

Les personnalités extérieures désignées par le Conseil de la Faculté à titre personnel, sont élues par le conseil à la majorité relative de ses membres. Le mandat des personnalités extérieures a la même durée que celui des **membres enseignants et autres personnels** élus.

Section 4 : Opérations pour l'élection des membres du Conseil.

Article 15

Le dépôt de candidature est obligatoire. Les listes de candidats doivent être adressées par lettre recommandée, ou déposées auprès du Président de l'Université. Il sera accusé réception du dépôt.

Les listes doivent être accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Les candidats sont rangés par ordre préférentiel. Pour l'élection des représentants des étudiants, les listes peuvent être incomplètes dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié des sièges à pourvoir.

Article 16

La date limite pour le dépôt des listes de candidats ne peut, en aucun cas, être antérieure de plus de huit jours francs ni de moins de deux jours francs à la date du scrutin.

Article 17

Pendant la durée du scrutin, toute propagande est interdite.

Article 18

Une stricte égalité est respectée dans le traitement des listes en présence et dans l'organisation matérielle des opérations.

La propagande électorale des listes se fera dans les divers amphithéâtres et dans un ordre préalablement établi entre elles, lors des interours.

Les représentants des listes pourront également diffuser des tracts dans les amphithéâtres pendant les interours.

Des panneaux électoraux seront installés à l'extérieur des bâtiments de la Faculté. Chaque groupe de liste ou chaque liste autonome disposera d'un panneau. Si les listes étaient trop nombreuses, elles pourraient être dotées d'un

Section 4 : Opérations pour l'élection des membres du Conseil.

Article 15

Les personnels et usagers de la Faculté sont convoqués, par arrêté du Président de l'Université, pour l'élection de leurs représentants au sein du Conseil de la Faculté. Cet arrêté est porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage dans les délais et les conditions fixés par les statuts de l'Etablissement.

Le dépôt de candidature est obligatoire. Les listes de candidats doivent être adressées par lettre recommandée, ou déposées auprès du Président de l'Université. Il sera accusé réception du dépôt.

Les listes doivent être accompagnées d'une déclaration individuelle de candidature signée par chaque candidat.

Les candidats sont classés par ordre préférentiel. Pour l'élection des représentants des étudiants, les listes peuvent être incomplètes dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié des sièges à pourvoir.

Article 16

La date limite pour le dépôt des listes de candidats ne peut, en aucun cas, être antérieure de plus de huit jours francs ni de moins de deux jours francs à la date du scrutin.

Article 17

Pendant la durée du scrutin, toute la propagande est soumise aux règles fixées par l'Université.

Article 18

Une stricte égalité est respectée dans le traitement des listes en présence et dans

<p>même panneau.</p> <p><u>Article 19</u></p> <p>Chaque liste d'étudiants pourra bénéficier des services du laboratoire de reprographie de la Faculté pour la reproduction des tracts, dans les limites prévues par l'administration de la Faculté. Un délai pour la reproduction du document remis à l'administration est fixé à 24 heures.</p> <p><u>Article 20</u></p> <p>Les bureaux de vote sont composés en conformité avec les dispositions réglementaires.</p> <p><u>Article 21</u></p> <p>Chaque bureau de vote devra dresser procès-verbal du déroulement des opérations électorales sur un cahier fourni par le secrétariat de la Faculté.</p> <p>Ce procès-verbal sera remis au Président de la commission de contrôle des opérations électorales et devra consigner notamment les noms des différentes personnes qui l'auront constitué.</p> <p>Le Bureau se prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales. Ses décisions sont motivées et doivent être inscrites au procès-verbal.</p> <p><u>Article 22</u></p> <p>Le vote par procuration est possible dans les conditions réglementaires.</p> <p><i>Section 5 : Fonctionnement du Conseil</i></p> <p><u>Article 23</u></p> <p>Le Conseil élit le Doyen à la majorité absolue des membres aux deux premiers tours. Au troisième tour, la majorité relative suffit. Le vote par procuration est possible dans les conditions</p>	<p>l'organisation matérielle des opérations.</p> <p>En période d'élections universitaires la distribution de tracts dans les enceintes universitaires est autorisée dans le respect des dispositions prévues par l'arrêté portant convocation des collèges électoraux. En tout état de cause, elle ne doit en aucun cas perturber le bon déroulement des activités d'enseignement, de recherche et d'administration.</p> <p><u>Article 19</u></p> <p>Les bureaux de vote sont composés en conformité avec les dispositions réglementaires du code de l'éducation.</p> <p><u>Article 20</u></p> <p>Chaque bureau de vote devra dresser procès-verbal du déroulement des opérations électorales sur un document fourni par la Faculté.</p> <p>Ce procès-verbal sera remis sans délai à la direction de l'UFR qui centralise les résultats et devra consigner notamment les noms des différentes personnes qui l'auront constitué.</p> <p>Le Bureau se prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales. Ses décisions sont motivées et doivent être inscrites au procès-verbal.</p> <p><u>Article 21</u></p> <p>Le vote par procuration est possible dans les conditions fixées par le code de l'éducation.</p> <p><i>Section 5 : Fonctionnement du Conseil</i></p> <p><u>Article 22</u></p> <p>Le Conseil élit le Doyen à la majorité absolue des membres qui le composent aux deux premiers tours. Au troisième tour, la majorité relative suffit. Le vote par procuration est possible dans les</p>
--	--

réglementaires.

Article 24

Le Conseil de la Faculté tient au moins trois séances par an, sur convocation du Doyen qui arrête l'ordre du jour des séances.

Le Doyen peut convoquer un conseil chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le faire lorsque la demande lui en est présentée par le quart au moins des membres du Conseil.

Il est également tenu d'inscrire à l'ordre du jour toute question dont l'inscription aura été demandée par le cinquième au moins des membres du Conseil.

Article 25

Le Conseil est présidé par le Doyen, et fixe son règlement intérieur à la majorité absolue des membres. Le Chef des Services Administratifs de la Faculté participe aux débats du Conseil avec voix consultative. Il en assure le secrétariat. Le Conseil peut inviter à siéger, avec voix consultative, toute personnalité extérieure.

Article 26

Le Conseil délibère sur toutes les questions relevant de sa compétence. Il peut, en outre, faire des propositions, qui sont ensuite transmises aux instances compétentes.

conditions **fixées à la présente section.**

Article 23

Le Conseil de la Faculté tient au moins trois séances par an, sur convocation du Doyen qui arrête l'ordre du jour des séances.

Le Doyen peut convoquer un conseil chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le faire lorsque la demande lui en est présentée par le quart au moins des membres du Conseil.

Il est également tenu d'inscrire à l'ordre du jour toute question dont l'inscription aura été demandée par le cinquième au moins des membres du Conseil.

Le conseil peut siéger en formation restreinte aux enseignants pour des questions qui les concernent exclusivement.

Article 24

Le Conseil est présidé par le Doyen, et fixe son règlement intérieur à la majorité absolue des membres. **Le Responsable Administratif des Services** de la Faculté **assiste** aux débats du Conseil avec voix consultative. Il en assure le secrétariat. Le Conseil peut inviter à siéger, **en fonction de l'ordre du jour**, avec voix consultative, toute personnalité extérieure **dont la présence lui paraît souhaitable.**

Le Conseil de la Faculté ne peut délibérer valablement qu'en présence des seules personnes qui le composent régulièrement.

Le quorum, correspondant à la moitié des membres en exercice présents ou représentés, est vérifié en début de séance.

Au cas où, à la suite d'une première convocation, le quorum ne serait pas obtenu, le Conseil pourra siéger valablement après un délai de huit jours francs, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, sur le même ordre du jour.

Le vote par procuration est autorisé.

Lorsqu'un élu se trouve dans l'impossibilité d'assister à une réunion du conseil, il peut donner procuration à un autre élu de son collège d'appartenance, pour voter à sa place.

Chaque élu présent ne peut disposer de plus de deux procurations.

Toute procuration ne vaut que pour la séance pour laquelle ou au cours de laquelle elle a été donnée. Les usagers et les personnalités extérieures titulaires peuvent donner une procuration qui n'est

<p><u>Article 27</u></p> <p>Le Conseil vote le budget à la majorité absolue des membres au premier tour, et à la majorité relative au deuxième tour.</p> <p>Le Conseil adopte en équilibre le budget propre de l'UFR, complété par son budget de gestion.</p> <p>Il en approuve l'exécution en fin d'exercice.</p> <p><u>Article 28</u></p> <p>Le Conseil définit les orientations de la Faculté. Il prend les initiatives et les dispositions pour adapter ou faire adapter, dans le cadre de la réglementation nationale, les enseignements assurés et les diplômes préparés par la Faculté aux besoins spécifiques de chaque profession.</p>	<p>utilisable que lorsque leur suppléant est absent. Le suppléant, quant à lui, ne peut donner de procuration.</p> <p>Les décisions du Conseil, sauf exceptions prévues par la loi ou les présents statuts, sont votées à la majorité simple des suffrages exprimés.</p> <p>Pour les questions de personnes, le vote à bulletin secret est obligatoire. Tout autre vote a lieu à main levée. Un scrutin secret peut être organisé lorsqu'au moins un des membres présents ou représentés en fait la demande.</p> <p>Il est tenu procès-verbal de chaque séance du Conseil.</p> <p><u>Article 25</u></p> <p>Le Conseil délibère sur toutes les questions relevant de sa compétence. Il peut, en outre, faire des propositions, qui sont ensuite transmises aux instances compétentes de l'Université.</p> <p><u>Article 26</u></p> <p>Le Conseil vote le budget à la majorité absolue des membres au premier tour, et à la majorité relative au deuxième tour.</p> <p>Le Conseil adopte en équilibre le budget propre de l'UFR.</p> <p><u>Article 27</u></p> <p>Le Conseil définit les orientations de la Faculté dans le cadre stratégique défini par l'Université. Il prend les initiatives et les dispositions pour adapter ou faire adapter, dans le cadre de la réglementation nationale, les enseignements assurés et les diplômes préparés par la Faculté aux besoins spécifiques de chaque profession.</p> <p>Il élabore les procédés de contrôle et de vérification des connaissances et des aptitudes, sous réserve des dispositions de la loi. Il définit les formations dispensées par la Faculté.</p> <p>Il examine, chaque année, en formation restreinte aux enseignants, les répartitions</p>
---	---

Il détermine les procédés de contrôle et de vérification des connaissances et des aptitudes, sous réserve des dispositions de la loi. Il définit les formations dispensées par la Faculté.

Article 29

Le Conseil propose aux Conseils de l'Université, toute convention de coopération avec tout établissement scientifique ou culturel, public ou privé.

Il prend les initiatives et les dispositions pour organiser et développer la coopération avec les établissements étrangers.

Article 30

Le Conseil statue sur la création des départements, des instituts et des centres ou laboratoires de recherche dans les conditions prévues aux titres 7 et 8 des présents statuts.

TITRE 3 :

DU DOYEN

Article 31

Le Doyen est élu pour une durée de 5 ans, renouvelable une fois. Il fait partie de droit du Conseil s'il n'est pas membre élu. Dans ce cas, il ne prend pas part aux votes.

Pour l'élection du Doyen, le Conseil se réunit à la diligence et sous la présidence de son membre le

plus âgé.

Article 32

Le Doyen représente la Faculté. Il exécute les délibérations du Conseil de la Faculté.

Il est chargé de l'organisation matérielle des examens. Sur délégation du Président

d'enseignements proposées par les Départements et les Conseils de mention.

Article 28

Le Conseil propose aux Conseils de l'Université, toute convention de coopération avec tout établissement scientifique ou culturel, public ou privé.

Il prend les initiatives et les dispositions pour organiser et développer la coopération avec les établissements étrangers.

Article 29

Le Conseil statue sur la création des départements, des instituts et des centres ou laboratoires de recherche dans les conditions prévues aux titres 7 et 8 des présents statuts.

TITRE 3 :

DU DOYEN

Article 30

Le Doyen est élu pour une durée de 5 ans, renouvelable une fois. Il fait partie de droit du Conseil s'il n'est pas membre élu.

Pour l'élection du Doyen, le Conseil se réunit à la diligence et sous la présidence de son membre le

de l'Université, il peut être responsable de l'ordre et de la police des

locaux.

Il est chef de l'administration de la Faculté.

Le Doyen, désigné en qualité d'ordonnateur secondaire, prépare le budget de l'UFR ainsi que le

budget de gestion. Il assure l'exécution du budget voté en dépenses et en recettes. Il peut déléguer sa signature.

Article 33

Le Doyen peut proposer au Conseil de la Faculté d'élire un ou plusieurs assesseurs dont les fonctions sont alors précisées.

Parmi ces derniers, le Doyen peut proposer au Conseil de la Faculté, d'élire un ou plusieurs vice-Doyens dont les fonctions et attributions sont alors précisées.

Peuvent être proposés aux fonctions d'assesseur et/ou de vice-Doyen un ou plusieurs enseignants-chercheurs qui ne sont pas membres du Conseil de la Faculté.

Sur proposition du Doyen, le Conseil de la Faculté peut mettre fin aux fonctions d'assesseur ou de vice-Doyen.

Le Doyen peut nommer et mettre fin aux fonctions d'un ou plusieurs chargés de mission temporaires. Il en informe le Conseil de la Faculté.

Les fonctions de vice-Doyen, d'assesseur et de chargé de mission prennent fin avec le mandat du Doyen.

TITRE 4 :

L'ASSEMBLEE DES ENSEIGNANTS

plus âgé.

Article 31

Le Doyen représente la Faculté. Il exécute les délibérations du Conseil de la Faculté.

Il est chargé de l'organisation matérielle des examens. Sur délégation du Président de l'Université, il peut être responsable de l'ordre et de la police des

locaux.

Il dirige l'administration de la Faculté.

Le Doyen, désigné en qualité d'ordonnateur secondaire, prépare le budget de l'UFR

. Il assure l'exécution du budget voté en dépenses et en recettes. .

Article 32

Le Doyen compose son équipe d'assesseurs et la soumet pour approbation au Conseil de la Faculté. Leurs fonctions sont alors précisées.

Certains peuvent se voir attribuer le titre de vice-Doyen. Leurs fonctions et attributions sont alors précisées et portées à la connaissance des membres du Conseil.

Peuvent être proposés aux fonctions d'assesseur et/ou de vice-Doyen un ou plusieurs enseignants-chercheurs qui ne sont pas membres du Conseil de la Faculté.

Sur proposition du Doyen, le Conseil de la Faculté peut mettre fin aux fonctions d'assesseur ou de vice-Doyen.

Le Doyen peut nommer et mettre fin aux fonctions d'un ou plusieurs chargés de mission

Article 34

L'Assemblée des Enseignants réunit tous les enseignants-chercheurs et autres enseignants titulaires de la Faculté.

Elle est convoquée au moins deux fois par an. Elle est présidée par le Doyen qui en établit l'ordre du jour.

Elle peut être consultée et émettre des vœux sur toute question, proposition, dossier ou projet d'intérêt commun.

Elle est informée de la répartition des enseignements.

TITRE 5 : LES COMMISSIONS CONSULTATIVES DE LA FACULTE

Article 35

Le Doyen peut s'entourer des avis d'une *commission des enseignements et de la vie étudiante, d'une commission de la recherche et du développement, et d'une commission de l'administration et des finances.*

Sur proposition du Doyen, le Conseil de la Faculté peut créer d'autres commissions consultatives spécialisées.

Section 1 – La commission « Pédagogie et Formation »

Article 36

La commission « *Pédagogie et Formation* » est notamment composée des responsables des mentions Master, des responsables des années Licence, des Présidents des commissions de grandes disciplines, de représentants de l'administration et de représentants étudiants élus au Conseil de la Faculté.

Elle peut être consultée, émettre des vœux

temporaires. Il en informe le Conseil de la Faculté.

Les fonctions de vice-Doyen, d'assesseur et de chargé de mission prennent **concomitamment** fin avec le mandat du Doyen.

TITRE 4 : LE CONSEIL DES ENSEIGNANTS

Article 33

Le Conseil des Enseignants réunit tous les enseignants-chercheurs et autres enseignants titulaires de la Faculté.

Il est convoqué au moins deux fois par an. **Il** est présidé par le Doyen qui en établit l'ordre du jour.

Outre les informations transmises par le Doyen, il peut être consulté et émettre des vœux sur toute question, proposition, dossier ou projet d'intérêt commun.

Il est informé de la répartition des enseignements. **Le Conseil peut également être réuni par le Doyen à la demande d'au moins 30 enseignants-chercheurs.**

TITRE 5 : LES COMMISSIONS CONSULTATIVES DE LA FACULTE

Article 34

Le Doyen peut s'entourer des avis **des commissions suivantes : Commission de la Pédagogie et de la Formation, Commission de la Recherche et du Développement, Commission de l'Administration et des Finances**

Sur proposition du Doyen, le Conseil de la Faculté peut créer d'autres commissions consultatives spécialisées.

<p>ou travailler sur toute question, proposition, dossier ou projet relatif aux enseignements ou à la vie étudiante.</p> <p>Le Doyen ou son représentant la convoque et la préside.</p> <p><u>Section 2 -La commission « Recherche et Développement »</u></p> <p><u>Article 37</u></p> <p>La commission « Recherche et Développement » est notamment composée des directeurs des départements de la Faculté, des directeurs d'instituts, centres ou laboratoires de recherche, du directeur de la Formation Continue, des représentants des doctorants et des représentants des étudiants Master 2 élus au Conseil de la Faculté.</p> <p>Elle peut être consultée, émettre des vœux ou travailler sur toute question, proposition, dossier ou projet relatif à la recherche ou au développement.</p> <p>Le Doyen ou son représentant la convoque et la préside. Le Directeur de l'Ecole doctorale des sciences juridiques et politiques est invité.</p> <p><u>Section 3 – La commission « Administration et Finances »</u></p> <p><u>Article 38</u></p> <p>La commission « Administration et Finances » est notamment composée des directeurs des départements de la Faculté, des directeurs d'instituts, centres ou laboratoires de recherche, des responsables des centres de responsabilité, des représentants de l'administration et d'un représentant du service financier de la Faculté.</p> <p>Elle peut être consultée, émettre des vœux ou travailler sur toute question ou proposition, tout dossier ou projet se rapportant à l'administration ou aux finances.</p> <p>Le Doyen ou son représentant la convoque</p>	<p><u>Section 1 – La commission « Pédagogie et Formation »</u></p> <p><u>Article 35</u></p> <p>La commission « Pédagogie et Formation » est notamment composée des responsables des mentions Master, des responsables des années Licence, des bureaux des Départements, du Directeur(trice) de la Formation Continue, des Directeurs d'Instituts, de représentants de l'administration, et de représentants étudiants élus au conseil de la Faculté.</p> <p>Elle peut être consultée, émettre des vœux ou travailler sur toute question, proposition, dossier ou projet relatif aux enseignements ou à la vie étudiante.</p> <p>Le Doyen ou son représentant la convoque et la préside.</p> <p><u>Section 2 -La commission « Recherche et Développement »</u></p> <p><u>Article 36</u></p> <p>La commission « Recherche et Développement » est notamment composée de l'assesseur du Doyen chargé de la recherche, des directeurs des centres ou laboratoires de recherche, des représentants des doctorants au Conseil de l'Ecole Doctorale et des Sciences Juridiques et Politiques, ED 67 et de représentants des étudiants Master 2 élus au Conseil de la Faculté.</p> <p>Elle peut être consultée, émettre des vœux ou travailler sur toute question, proposition, dossier ou projet relatif à la recherche ou au développement.</p> <p>Le Doyen ou son représentant la convoque et la préside. Le Directeur de l'Ecole doctorale des sciences juridiques et politiques en est membre de droit.</p> <p><u>Section 3 – La commission « Administration et Finances »</u></p> <p><u>Article 37</u></p> <p>La commission « Administration et Finances » est notamment composée des directeurs des départements de la Faculté, des directeurs d'instituts, centres ou laboratoires de</p>
--	--

<p>et la préside.</p> <p style="text-align: center;">TITRE 6 : LES COMMISSIONS DE GRANDES DISCIPLINES</p> <p><u>Article 39</u></p> <p>Les <i>commissions de grandes disciplines</i> réunissent, par section du CNU (Droit privé, Droit public, Histoire du droit et des institutions, Economie, Anthropologie ...) les enseignants-chercheurs affectés à la Faculté. Le Doyen en est membre de droit. Il ne participe pas aux votes, à moins d'être membre de cette commission au titre de sa discipline.</p> <p>Chaque commission de grandes disciplines élit en son sein un président et deux vice-présidents pour une durée de trois ans. Le président de la commission de grandes disciplines convoque et préside la commission.</p> <p>Chaque commission de grandes disciplines effectue un travail préparatoire pour la répartition des enseignements. Les présidents de commissions peuvent également se concerter dans la réalisation de ce travail préparatoire.</p> <p>Chaque commission peut émettre des vœux en ce qui concerne la politique de formation et de recrutement dans son domaine de compétence.</p> <p style="text-align: center;">TITRE 7 : LES DEPARTEMENTS DE LA FACULTE</p> <p><u>Article 40</u></p> <p>Au sein de la Faculté, et en conformité avec les orientations déterminées par ses instances, des Départements de la Faculté rassemblent des équipes de recherche et de formation. Ils coordonnent et animent, dans leur domaine de compétence, des programmes d'enseignement et de recherche.</p> <p>La création d'un Département de la Faculté ainsi que ses statuts sont approuvés par le Conseil de la Faculté.</p>	<p>recherche, des responsables des centres de responsabilité, des représentants de l'administration et d'un représentant du service financier de la Faculté.</p> <p>Elle peut être consultée, émettre des vœux ou travailler sur toute question ou proposition, tout dossier ou projet se rapportant à l'administration ou aux finances.</p> <p>Le Doyen ou son représentant la convoque et la préside.</p> <p style="text-align: center;">TITRE 6 : LES DEPARTEMENTS DE LA FACULTE</p> <p><u>Article 38</u></p> <p>Au sein de la Faculté, et en conformité avec les orientations déterminées par ses instances, des Départements de la Faculté rassemblent des équipes d'enseignants titulaires et associés.</p> <p>La création d'un Département de la Faculté ainsi que ses statuts sont approuvés par le Conseil de la Faculté. Le règlement intérieur de chaque Département doit être conforme aux présents statuts.</p> <p>Article 39</p> <p>L'action des Départements s'inscrit dans le cadre des orientations générales arrêtées par l'Université et la Faculté dans le domaine de la formation.</p> <p>Ils sont habilités à présenter des propositions relatives à l'évolution des formations relevant de leur champ disciplinaire. Ils proposent chaque année, au moins pour les licences et la capacité, la répartition des enseignements relevant de leur compétence. Pour la répartition des enseignements relevant de la compétence de plusieurs Départements, une réunion de leurs bureaux pourra être envisagée.</p> <p>Concernant la répartition des enseignements de Master 1 et 2, elle est, chaque année, proposée par les Conseils de mention auxquels ces enseignements sont rattachés.</p> <p>Article 40</p> <p>Les Départements sont administrés par un Directeur assisté par deux Directeurs adjoints. Ils</p>
--	--

<p>Article 41</p> <p>L'action des Départements s'inscrit dans le cadre des orientations générales arrêtées par la Faculté dans le domaine de la formation et de la recherche.</p> <p>Les Départements sont consultés sur les questions relatives aux diplômes dont ils assurent la gestion, ainsi que sur les axes de recherche qu'ils soutiennent. Les Départements informent le Conseil de la Faculté sur les formations non diplômantes qu'ils organisent.</p> <p>Article 42</p> <p>Les Départements sont administrés par un Directeur assisté d'un Conseil.</p> <p>Le Directeur du Département est désigné par le Conseil de Faculté parmi les enseignants-chercheurs sur proposition du Doyen sur avis conforme du Conseil de Département exprimé par un vote.</p> <p>Le mandat du Directeur est de 5 ans au plus. Le mandat est renouvelable une fois.</p> <p>Article 43</p> <p>Le Conseil de Département est composé de membres élus et de personnalités extérieures qualifiées.</p> <p>Les membres élus sont les représentants des enseignants-chercheurs et autres enseignants, des personnels non enseignants, et des étudiants.</p> <p>Le mandat du Conseil est de 4 ans.</p> <p>Le nombre de sièges et leur répartition entre les différentes catégories, la qualité d'électeur et les modalités de vote sont précisés par les statuts du Département approuvés par le Conseil de faculté.</p> <p>Le Conseil délibère sur toutes les questions relevant de sa compétence.</p> <p>Article 44</p> <p>Les Départements sont financièrement</p>	<p>composent le bureau du Département. A l'exception de Département de langues, l'un au moins des membres du bureau doit avoir le statut de Maître de conférences.</p> <p>Le Directeur du Département est désigné par le Conseil de Faculté sur proposition du Doyen et proposition préalable de l'ensemble des membres du Département exprimée par un vote. Les Directeurs adjoints sont désignés dans les mêmes conditions</p> <p>Le mandat du Directeur est de quatre ans. Ce mandat est renouvelable une fois.</p> <p>Article 41</p> <p>Le Conseil de Département est composé des enseignants titulaires et associés de ce Département.</p> <p style="text-align: center;">TITRE 7 : LES INSTITUTS, CENTRES OU LABORATOIRES DE RECHERCHE INTERNES A LA FACULTE</p> <p>Article 42</p> <p>Au sein de la Faculté, ou en association avec elle et en conformité avec les orientations déterminées par ses instances ou celles des Départements de la Faculté, des instituts, centres ou laboratoires non labélisés, participent aux activités d'enseignement et de recherche.</p> <p>Dans les conditions prévues par des statuts ou Règlements Intérieur préalablement approuvés par le Conseil de la Faculté, chaque institut, centre ou laboratoire de la Faculté est administré par un conseil et un directeur.</p> <p>La création d'un institut, d'un centre ou laboratoire est approuvée par le Conseil de la Faculté. La proposition peut éventuellement émaner d'un Département de la Faculté.</p> <p>Le Doyen est membre de droit du conseil de chaque institut, centre ou laboratoire de la Faculté.</p> <p>Les instituts, centres ou laboratoires communiquent au Doyen, avant la fin de chaque année civile, leur bilan financier et leur budget, ainsi qu'un bilan et un programme de leur activité</p>
---	--

dotés d'un Centre de responsabilité (CR).

Les Départements communiquent au Doyen aux fins de présentation au Conseil de la Faculté, avant la fin de chaque année civile, leur bilan financier et leur budget ainsi que le bilan et le programme de leurs activités.

TITRE 8 : LES INSTITUTS, CENTRES OU LABORATOIRES DE RECHERCHE INTERNES A LA FACULTE

Article 45

Au sein de la Faculté, ou en association avec elle et en conformité avec les orientations déterminées par ses instances ou celles des départements de la Faculté, des instituts, centres ou laboratoires, participent aux activités d'enseignement et de recherche.

Dans les conditions prévues par des statuts préalablement approuvés par le Conseil de la Faculté, chaque institut, centre ou laboratoire de la Faculté est administré par un conseil et un directeur.

La création d'un institut, d'un centre ou laboratoire est approuvée par le Conseil de la Faculté. La proposition peut éventuellement émaner d'un département de la Faculté.

Le Doyen est membre de droit du conseil de chaque institut, centre ou laboratoire de la Faculté.

Les instituts, centres ou laboratoires communiquent au Doyen, avant la fin de chaque année civile, leur bilan financier et leur budget, ainsi qu'un bilan et un programme de leur activité pédagogique et de recherche.

TITRE 9 : REVISION DES STATUTS

Article 46

Les présents statuts peuvent être révisés à la majorité des membres du Conseil en exercice.

Les décisions modifiant les statuts sont

pédagogique et de recherche.

TITRE 8 : ADOPTION ET REVISION DES STATUTS

Article 43

Les présents statuts sont adoptés à la majorité absolue des membres du Conseil de Faculté en exercice. Ils peuvent être révisés dans les mêmes conditions

Les décisions relatives aux statuts sont adressées au Conseil d'Administration de l'Université et doivent être approuvées par lui.

adressées au Conseil d'Administration de l'Université et doivent être approuvées par lui.	